



6€95
en plus du Monde et de l'Économiste

« Le Monde Magazine »

► Ségolène Royal l'effrontée

► Aux sources du djihad pakistanais

Uniquement en France métropolitaine

Six pistes contre le déclin
de la biodiversité

Pages 17-18

Samedi 20 février 2010 - 66^e année - N°20241

www.lemonde.fr

Fondateur : Hubert Beuve-Méry - Directeur : Eric Fottorino

Les militaires ont pris le pouvoir au Niger

Coup d'Etat Le président du Niger, Mamadou Tandja, a été renversé par l'armée, jeudi 18 février. Le chef d'Etat déposé était au pouvoir depuis 1999. Ce pays sahélien traverse une grave crise politique depuis plusieurs mois.

P. 6

Sécurité sanitaire : des changements, pour quoi faire ?

Fusion A partir du 1^{er} mai, une agence unique remplacera les deux principaux organismes qui veillaient en France à la sécurité sanitaire. S'agit-il d'une rationalisation prometteuse ou d'un affaiblissement programmé ? Les avis divergent. P. 4

Le Paris universitaire du XXI^e siècle prend tournure

Rénovation Rapprochement d'établissements, réduction du nombre de sites, amélioration des conditions de vie des étudiants : les initiatives et les projets qui se multiplient vont entraîner une réorganisation totale de l'enseignement supérieur dans la capitale. P. 8

Changement climatique : la confusion s'accroît

- La démission d'Yvo de Boer, M. Climat à l'ONU, consacre l'échec de Copenhague
- La campagne des climato-sceptiques installe le doute dans l'opinion

Yvo de Boer, « M. Climat » à l'ONU, l'homme qui a mené les négociations internationales sur le réchauffement climatique pendant quatre laborieuses années, a jeté l'éponge.

Le départ du secrétaire exécutif de la Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC), un Néerlandais impavide de 56 ans, plonge un peu plus dans le désarroi un processus que la conférence de Copenhague, en décembre, a déjà passablement compliqué. Le rôle de M. de Boer dans cette conférence n'est sans doute pas étranger à sa

décision de quitter son poste plusieurs mois avant la fin de son mandat.

Face à une présidence danoise très directive, il n'avait pas réussi à s'imposer et s'était retrouvé marginalisé, suscitant les critiques des pays du Nord, dont la France, sur les procédures de négociation. Le résultat, un accord à minima sur un texte sans statut juridique et mal accepté par les pays du Sud, a été amèrement interprété à l'ONU, dont le secrétaire général, Ban Ki-moon, a fait de la question climatique sa priorité. Les relations entre M. Ban et M. de Boer, qui avait été nommé par le pré-

décesseur de Ban Ki-moon, Kofi Annan, étaient notoirement tendues.

L'échec de la conférence de Copenhague et le départ d'Yvo de Boer consacrent aussi le clivage Nord-Sud sur les questions climatiques, à un moment où, sous l'effet de campagnes très médiatisées, le scepticisme sur le réchauffement climatique s'installe au sein des opinions publiques occidentales. Le poste de secrétaire exécutif chargé du climat à l'ONU devrait, selon toute vraisemblance, revenir à présent à un des pays du Sud, qui le revendiquent. ■

Lire Page trois et l'éditorial page 2



Dmitri Medvedev, le 18 février. AFP

En Russie, le coup de balai du président Medvedev

Aux grands maux les grands remèdes. Face à la criminalité et à la corruption qui minent la police, et conscient de l'exaspération croissante de la population, le président russe, Dmitri Medvedev, a ordonné le limogeage, jeudi 18 février, d'une série impressionnante de hauts gradés du ministère de l'intérieur.

Deux vice-ministres et quinze responsables régionaux paient ainsi de leur poste les récents scandales qui ont terni un peu plus l'image de la police, traditionnellement peu reluisante. Une vaste réforme de l'institution est promise, qui passera par un contrôle renforcé de Moscou sur les régions.

Ce coup de balai a été précédé, sur un autre front, par la nomination d'un haut responsable pour le Caucase, Alexandre Khloponine, qui, pour la première fois, ne vient ni des services de sécurité ni d'un clan local. Ancien gouverneur de Sibérie, M. Khloponine est connu pour ses qualités de gestionnaire. ■

Lire page 5

Dettes publiques : les astuces des Etats européens pour embellir leurs comptes

- Les montages financiers de Goldman Sachs pour la Grèce font scandale

C'est un scandale s'il s'avère que les banques, qui nous ont déjà amenés au bord du précipice, ont également participé à la falsification des statistiques budgétaires de la Grèce. La chancelière allemande, Angela Merkel, n'a pas caché sa colère à la suite de l'information selon laquelle la banque américaine Goldman Sachs aurait aidé Athènes à maquiller ses comptes publics. Jeudi 18 février, la ministre de l'économie, Christine Lagarde, a fait part de ses interrogations. « Il faut savoir si cela a été du maquillage de comptes et si cela a été légal ou pas. (...) Eurostat [l'office

européen des statistiques] va examiner cette question, pour déterminer comment une banque d'affaires, en l'occurrence Goldman Sachs, a aidé la Grèce à structurer, à différer un certain nombre d'obligations de remboursement. »

Le cas grec embarrasse d'autant plus les autres pays européens que nombre d'entre eux ont régulièrement appelé au savoir des grandes banques de marché, notamment anglo-saxonnes, pour monter avec elles des opérations financières complexes. L'objectif est d'habiller les comptes publics afin de présenter aux

investisseurs internationaux les niveaux de déficit et d'endettement les plus faibles possible.

Abondamment pratiquées à la fin des années 1990 pour faciliter la qualification à l'euro, ces opérations de gestion « dynamique » de la dette n'ont pas vraiment cessé depuis. L'Italie, l'Allemagne, le Portugal, mais aussi la France, sont friands de cette ingénierie financière. Le dérapage grec pourrait conduire Bruxelles à décider d'une grande opération transparence. ■

Lire pages 11 et 15 et la chronique page 2

Lisette Model photographiait sans fard les riches et les pauvres

- Une exposition, à Paris, dévoile ses images des années 1930 à 1950

Elle ne craignait qu'une chose : « la tiédeur ». La photographe Lisette Model (1901-1983) aimait la rue, montait sur les tables, se postait sous le nez des gens et leur balançait un coup de flash. Elle mettait à nu les riches comme les pauvres, les corps et les détails des apparences. A ses étudiants, à New York, cette enseignante réputée répétait : « N'ayez pas peur ! »

Une exposition au Jeu de paume, à Paris - la première de cette importance en France -, rend hommage à ce petit bout de femme d'origine autrichienne, auteur d'images célèbres en noir et blanc de riches oisifs à Nice dans les années 1930, qui a émigré aux États-Unis en 1938. ■

Lire page 21



FONDATIONS MAPFRE ET LISSETTE MODEL

Polémique sur la candidate musulmane du NPA

La présence sur les listes du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA), pour les élections régionales dans le Vaucluse, d'une candidate portant le foulard islamique provoque la controverse et divise la gauche. Pour les philosophes Henri Pena-Ruiz et Michel Onfray, le NPA a commis une faute ou s'est livré à une provocation inacceptable : à leurs yeux, le combat pour l'émancipation sociale est indissociable de la défense de la laïcité française ; la contradiction leur semble totale entre l'antilibéralisme économique du parti d'Olivier Besancenot et le libéralisme religieux qu'il revendique pour cette candidate.

Pour la philosophe Isabelle Stengers ou le romancier Tariq Ali, au contraire, le NPA a le courage de briser les tabous de la « bien-pensance progressiste » et d'entraîner sous sa bannière de jeunes musulmans des banlieues. Le débat est également vif, et partagé, parmi les lecteurs du Monde, qui ont été nombreux à réagir depuis deux semaines, comme en témoigne la chronique de la médiatrice. ■

Lire pages 18, 19 et 20



SWATCH MEGASTORE - 104, avenue des Champs-Élysées - Tél. : 01 56 69 17 00. Votre boutique en ligne : www.swatchboutique.fr

Demain dans Le Monde

« TéléVisions » Série : 24 webdocumentaires diffusés sur le site de France 5

Société La découverte de la vie sexuelle des adolescents trouble plus les mères que les pères

Editorial

Mais il a neigé !

Petit à petit, comme une pluie acide qui ronge la forêt, le doute s'installe, le scepticisme gagne. L'opinion publique, les médias, les milieux politiques s'interrogent. Et si cette affaire de réchauffement climatique n'était qu'un gros bobard ? Une affaire tellement exagérée qu'on en vient à douter de sa réalité. Et si, pis encore, « on » nous avait caché la vérité : il n'y a pas de réchauffement climatique ! Version à peine plus acceptable du mensonge vendu à l'opinion et de l'ignominie ainsi commise à son égard : il y a bien réchauffement, mais il n'est pas prouvé qu'il présente la moindre gravité pour l'état de la planète et pour notre santé. La météo s'en mêle, qui nous donne un hiver un tantinet plus froid qu'à l'habitude : vous voyez bien qu'il neige encore !

Le Néerlandais Yvo de Boer a annoncé, jeudi 18 février, qu'il démissionnait de son poste de secrétaire exécutif de la Convention des Nations unies sur le changement climatique. En gros, Yvo de Boer était à l'ONU une sorte de M. Réchauffement. Sa décision tient à la fois à des raisons de convenance personnelle et à l'échec, en décembre 2009, de la conférence de Copenhague, dont il était l'un des organisateurs. Mais peu importe : elle sera interprétée comme un signe de plus qu'il y a décidément quelque chose de pas clair dans cette affaire de réchauffement. Ce n'est pas anecdotique.

La communauté scientifique est, de façon écrasante, majoritairement convaincue de deux choses : primo, l'action de l'homme provoque le réchauffement climatique ; secundo, la dangerosité de ce dernier est multiple. Devant la masse des données accumulées, nous, dans ces colonnes, acceptons ce diagnostic.

Certes, ici et là, certains ont pu commettre erreurs, approximations, exagérations. La machine médiatique d'aujourd'hui, qui marche au matraquage et non à la nuance, a pu exaspérer par sa manière péremptoire. Il peut y avoir des zones de scepticisme sur tel ou tel sujet ; il faut admettre la questionnement sur tel ou tel autre. Cher Claude Allègre, nous n'avons certainement pas oublié les leçons du grand Gaston Bachelard (1884-1962) : soumettre la science à la démarche scientifique... Mais ce qui nous paraît grave, c'est, mouliné par la même machine médiatique, ce sentiment qui s'installe dans l'opinion : le réchauffement climatique relèverait du complot des élites, n'est-ce pas... C'est grave. Parce qu'il y a urgence, parce que la négociation sur la lutte contre le réchauffement est encastrée. Parce qu'il s'agit de bien autre chose que de savoir s'il neige sur le Kilimandjaro. ■

Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication :
 Eric Fottorino
 Vice-président, directeur général : David Guiraud
 Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain
Directeur du « Monde » : Eric Fottorino
 Directeur adjoint : Laurent Greilsamer
 Editeur : Michel Sfeir
Directrice de la rédaction : Sylvie Kauffmann
 Directeurs éditoriaux : Gérard Courtois et Alain Frachon
 Rédacteurs en chef : Michel Kajman, Frédéric Lemaître, Franck Nouchi, Isabelle Talès, Philippe Le Cœur (numérique), Didier Pourquery (« Le Monde Magazine »)
 Chef d'édition : Françoise Tovo
 Directrice artistique : Sara Deux
 Veille de l'information : Eric Azan
 Secrétaire général : Jean-Pierre Giovinco
Médiatrice : Véronique Maurus
Conseil de surveillance : Louis Schweitzer, président
 Gilles van Kote, vice-président
 Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourme (1991-1994), Jean-Marie Colombani (1994-2007)

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA
 Durée de la société : quatre-vingt-neuf ans à compter du 15 décembre 2000.
 Capital social : 149 017 497 €. Actionnaire principal : Le Monde SA.
Rédaction : 80, boulevard Auguste-Blanqui, 75707 Paris Cedex 13
 Tél. : 01-57-28-20-00 ; télécopieur : 01-57-28-21-21
Courrier des lecteurs : par télécopie : 01-57-28-21-74 ;
 Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr
Abonnements : par téléphone : de France 0-825-000-778
 (0,15 TTC/min) ; de l'étranger : (33) 3-44-31-80-48.
 Sur Internet : www.lemonde.fr/abojournal/
 Changement d'adresse et suspension : 0-825-022-021 (0,15 TTC/min)

Le Monde est édité par la Société éditrice du Monde (SA). La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0712 C 81975 ISSN 0395-2037
 Imprimerie du Monde
 12, rue Maurice-Gunschour, 94852 Ivry cedex
 Président : David Guiraud
 Directeur général : Laurent Greilsamer
 Imprimé en France
 80, Bd Auguste-Blanqui, 75707 PARIS CEDEX 13 - Tél. : 01-57-28-39-00 - Fax : 01-57-28-39-24

L'actualité sur Lemonde.fr



LEMONDE.FR

Quotidien de prof à Aubervilliers

Le collège Gabriel-Péri d'Aubervilliers est – avec le lycée-collège Henri-Wallon situé dans la même ville – à l'origine du mouvement de grève perle et de manifestations qui a gagné de nombreux collèges de Seine-Saint-Denis et commencé à s'étendre au-delà de l'académie de Créteil. Le mouvement coïncidant avec

trois incidents graves survenus dans des lycées, la loupe médiatique a pu faire croire qu'il ne s'agissait que de dénoncer la violence. Mais à Aubervilliers, c'est bien une dégradation globale des conditions d'enseignement et de vie dans l'établissement que l'on dénonce. Un **reportage multimédia**.

GUD, le retour ?

« Les étudiants nationalistes parisiens sont sortis du bois » et l'affaire agite la faculté d'Assas à Paris, raconte le **blog Droite(s) extrême(s)**. « Une vingtaine d'affiches proclamant "GUD is back", le tout siglé "Groupe union défense" ont été collées dans la nuit du 14 au 15 février » devant l'université, explique le blog, qui rappelle que « les élections au Crous, scrutin phare du monde étudiant, ont lieu le 24 mars ». Face à cette possible

renaissance de l'organisation d'extrême droite, l'Union des étudiants juifs de France « a rédigé un "appel aux étudiants d'Assas contre le fascisme étudiant". Si l'UNEF, et même l'Uni-Assas ont accepté de s'y joindre, les Jeunes populaires (UMP) et le Mouvement des jeunes socialistes ont décliné. Tout comme Corpo droit et Assas.net, première organisation en termes de voix ».

Ne voir que les JT et...

Du 18 au 21 février, deux étudiants en journalisme ne s'informent qu'à travers les journaux télévisés (JT) des trois premières chaînes. Leur interrogation : « Peut-on encore comprendre le monde à travers la grand-messe du "20 heures" ? » Elles racontent l'« expérience » sur le **blog Lecourant.info**.

La rivalité Inde-Pakistan se déporte sur le théâtre afghan

Renforts, offensives, contre-insurrection... Avec la sortie de l'hiver qui s'annonce, la guerre va redoubler d'intensité en Afghanistan. L'opération « Musharak » (Ensemble), fraîchement engagée dans la province méridionale du Helmand, en préfigure d'autres. La nouvelle stratégie de l'OTAN, qui associe la montée en puissance militaire avec l'« afghanisation » des responsabilités et une reconstruction civile s'affichant volontariste, va s'y éprouver sur une grande échelle. Mais que vaudra pareil déploiement si les sanctuaires des talibans au Pakistan demeurent intacts ? Si les services secrets de l'armée pakistanaise conservent leur duplicité historique à l'égard de certains groupes talibans opérant en Afghanistan ?

Le crédit politique du Pakistan remonte en flèche. D'Etat sulfureux, dénoncé pour sa duplicité, il devient faiseur de paix

C'est un cliché maintes fois ressassé : la guerre afghane se joue aussi – surtout ? – au Pakistan. En arrivant à la Maison Blanche, en janvier 2009, l'équipe de Barack Obama l'avait si bien compris qu'elle avait forgé le concept « Af-Pak » (pour Afghanistan-Pakistan) afin d'intégrer la dimension transfrontalière du conflit. Lucide perspective. En réalité, il faudrait élargir encore l'angle de vue jusqu'à embrasser le panorama régional de la crise. Car la connexion Afghanistan-Pakistan ne peut se comprendre sans l'articulation Pakistan-Inde. La guerre se noue dans ce triangle stratégique. L'Afghanistan est devenu un terrain de manœuvre où se déporte le duel Inde-Pakistan. Une forme de délocalisation de la rivalité née de la sanglante partition de l'empire britannique des Indes, en 1947.

Quel jeu joue le Pakistan en Afghanistan ? Son influence fut prépondérante

Analyse

Frédéric Bobin

Correspondant à New Delhi

sous le régime taliban à Kaboul (1996-2001). Le mouvement sunnite ultra-orthodoxe avait été mis sur orbite par Islamabad afin d'installer à Kaboul un pouvoir ami, clôturant ainsi la guerre civile ayant déchiré l'ex-résistance anticomuniste. Contrôler la capitale afghane, c'est pour les dirigeants d'Islamabad s'assurer « une profondeur stratégique » à l'ouest, atout crucial dans sa confrontation avec l'Inde. Au lendemain de la chute du régime taliban fin 2001, le Pakistan a payé cher ces manipulations passées. Il s'est retrouvé marginalisé du théâtre afghan. Afin de ménager l'avenir, il a hébergé sur son sol, au Baloutchistan, l'état-major taliban en déroute tout en laissant certains groupes djihadistes (le « réseau Haqqani ») réactiver le combat en Afghanistan à partir de leurs repaires au cœur des zones tribales pakistanaïses. Ces sanctuaires étaient la seule carte, fort précieuse, permettant aux services secrets d'Islamabad de continuer à peser sur le cours afghan.

Le Pakistan a une bonne raison de vouloir restaurer son influence perdue : contrecarrer le nouvel activisme de l'Inde rivale sur son flanc occidental. Le poids de New Delhi en Afghanistan a toujours été inversement proportionnel à celui d'Islamabad. C'est dire s'il est important depuis 2001. L'Inde est aujourd'hui l'un des plus gros bailleurs de fonds de la « reconstruction » afghane. L'essor de ses réseaux est tout simplement inacceptable aux yeux du Pakistan, qui y voit la couverture de manœuvres de déstabilisation à son encontre.

On ne comprendra rien à l'attitude du Pakistan si l'on ne prend pas la mesure de sa paranoïa de l'encerclement par l'Inde à l'est (frontière naturelle) et à l'ouest (théâ-

tre afghan). Les Américains ne cessent de buter sur cet obstacle qui hypothèque leur effort de guerre en Afghanistan. Ils ont beau exercer une énorme pression sur Islamabad pour qu'il liquide les sanctuaires d'insurgés afghans sur son sol, ils se heurtent à une muraille de mauvaise volonté. Celle-ci est confortée par la tournure prise par la guerre. Pourquoi les dirigeants pakistanais sacrifieraient-ils des « actifs stratégiques » – ainsi que l'on nomme à Islamabad certains groupes talibans – voués à jouer un rôle croissant dans le devenir afghan ? L'arrestation récente, à Karachi, du mollah Abdul Ghani Baradar, le chef militaire des talibans afghans, ne doit pas faire illusion. Son impact sur le dynamisme de l'insurrection ne devrait pas être aussi profond que certains l'espèrent. Les motifs de cette capture restent à ce stade opaques et, au-delà de ce cas personnel, rien n'annonce une offensive plus large et systématique d'Islamabad contre la direction du mouvement taliban.

La nouvelle approche du dossier afghan par M. Obama ne peut qu'encourager les Pakistanais à soigner ainsi leur connexion historique avec les talibans. A l'heure où Washington affiche sa volonté de se désengager à terme du théâtre afghan – à partir de l'été 2011 – et explore donc discrètement les voies d'une future négociation avec les insurgés « réconciliables », le crédit politique du Pakistan remonte en flèche. Sa médiation devient incontournable. D'Etat sulfureux, dénoncé pour sa duplicité, le Pakistan devient faiseur de paix. Ce retour en grâce est sensible depuis quelques mois et elle accable l'Inde, qui s'inquiète pour l'avenir de sa présence en Afghanistan.

Car tout a un prix, bien sûr. Islamabad n'offrira pas gratuitement ses services à l'OTAN en quête d'une porte de sortie. La facture qu'il présentera est déjà connue : le démantèlement des réseaux d'influence de l'Inde en Afghanistan. La partie de bras de fer ne fait que commencer. ■

Courriel : bobin@lemonde.fr

Il y a 50 ans dans Le Monde
 Le scandale de « La Dolce Vita »

LA BATAILLE de *La Dolce Vita* est en cours. C'est le dernier film du metteur en scène Federico Fellini, à qui l'on doit des œuvres de renommée internationale. Lancé dans toutes les grandes villes d'Italie, il attire un monde fou. Tous les records d'affluence sont battus !

A Rome même, cas insolite dans la plus indifférente, la plus difficile à émouvoir des capitales du monde, les gens font la queue pendant des heures pour le voir. Cela ne s'était jamais produit depuis la guerre. Un événement ! Et en même temps un scandale !

« La Douce Vie » fait donc scandale. Il y a de quoi par ses audaces crues. Cela sent la pourriture – souvent parfumée – d'une société cosmopolite. Laquelle ? Celle que Fellini connaît, celle du cinéma avec ses vedettes désaxées, ses starlettes éperdues, les mâles qui rôdent autour d'elles, et celle d'hommes et de femmes appartenant, par le nom ou par la bourse, à des cercles qui cherchent dans la débauche un refuge contre l'ennui, fréquentant toujours les mêmes cafés, les mêmes boîtes, et ne trouvant d'évasion que dans l'orgie. On étouffe là-dedans...

La Dolce Vita, c'est ça. Le trait est vrai, le dessin est un trompe-l'œil. Et je mets en garde mes relations contre l'impression qu'elles pourraient retirer de ce film. Qu'elles ne me demandent pas de les introduire, lorsqu'elles passeront par ici, dans le lugubre univers fellinien.

J'appartiens banalement au lot des deux millions cinquante-trois mille habitants de Rome qui n'ont pas eu l'occasion de fréquenter les cent quatre-vingt-dix-sept personnages de *La Dolce Vita*. ■

Jean d'Hospital
 (20 février 1960.)

Chronique
 Vive la crise grecque !

L'atonie de la croissance européenne vous déprime ? L'armée mexicaine issue du traité de Lisbonne vous désespère ? Pour vous remonter le moral, tournez-vous donc vers la Grèce. Il n'est en effet pas interdit de penser que la crise de la dette athénienne comporte plus d'avantages que d'inconvénients.

Le premier est « trichetement incorrect » mais bien réel. Christine Lagarde a brisé le tabou au G7. « Nous nous sommes toujours

Baromètre

Frédéric Lemaître

plaints que le dollar ne soit pas assez fort (...). C'est clairement une amélioration », s'est-elle félicitée en commentant la chute de l'euro. Les exportateurs ne diront pas le contraire. Sans le vouloir, la Grèce donne un sérieux coup de pouce à l'économie européenne. Encore un petit effort et l'euro atteindra 1,25 dollar. Airbus n'en espérait pas tant.

Deuxième avantage : démontrer par l'absurde les insuffisances actuelles de l'Union européenne en général et de la zone euro en particulier. Créer une monnaie unique sans politique économique commune n'a évidemment aucun sens. Interrogé dans l'austère (mais riche) *Revue d'économie financière* (janvier 2010) consacrée à « l'euro en 2019 », Jacques Delors ne cache pas sa déception : « L'idée était que la création de l'Union économique et monétaire entraînerait une convergence des politiques macroéconomiques. Cela ne s'est pas réalisé. En d'autres termes, l'euro protège mais ne stimule pas. » La crise grecque va peut-être lui donner tort.

Bon gré mal gré, les Européens – Nicolas Sarkozy et Angela Merkel en tête – n'ont plus qu'une chose à faire : renforcer la gouvernance économique de la zone euro. On sait que la chancellerie y est peu favorable, mais ne serait-ce pas là une contrepartie possible au soutien de Paris à la nomination d'un Allemand à la tête de la BCE ?

Troisième avantage : rappeler que les politiques monétaires et budgétaires sont indissociables et que, dans ces domaines, le substan-

Créer une monnaie unique sans politique économique commune n'a évidemment aucun sens

tif est aussi important que les adjectifs. S'il en fallait une preuve supplémentaire : les attaques quotidiennes contre l'euro de la même presse anglo-saxonne, qui, il y a une dizaine d'années, expliquait que la monnaie unique ne verrait jamais le jour, appellent l'enjeu politique de la bataille.

Quatrième motif de satisfaction : la morale de l'histoire. Les Etats corrompus et endettés finissent toujours par payer leur incurie même lorsqu'ils font appel, pour retarder les échéances, aux mauvais génies de Goldman Sachs. Découvrir, à cette occasion, que les Etats pratiquent les mêmes tours de passe-passe comparables que Vivendi ou AIG en leur temps n'est pas le moindre mérite de cette crise.

Enfin, *last but not least*, la Grèce aura le plus grand mal à réduire ses déficits sans diminuer ses dépenses militaires et donc sans se rapprocher de la Turquie. Si, pour une fois, une crise économique débouche sur une réduction des tensions militaires, qui s'en plaindrait ? ■

Courriel : lemaître@lemonde.fr

José Manuel Barroso (à droite) et Costas Caramanlis, alors premier ministre grec, lors d'un sommet européen, le 1^{er} mars 2009.

JOHN THYS/AFP

Claire Gatinois et Marion Van Renterghem

En cet automne 2004, les débats sont électriques au Comité économique et financier (CEF). Les directeurs du Trésor de la zone euro, les représentants des banques centrales, de la Commission et de la Banque centrale européenne se réunissent à Bruxelles, comme chaque mois. Mais cette fois, ils sont sous le choc.

Le ministre des finances grec, George Alogoskoufis, vient de présenter au Parlement le résultat de l'audit engagé par les conservateurs, après leur victoire en mars. Les comptes publics de la Grèce s'avèrent sans rapport avec les chiffres annoncés jusque-là : en 2000, le déficit n'était pas de 2% du produit intérieur brut (PIB), mais de 4,1%. En 2001, l'année où le pays est entré dans la zone euro, il n'était pas de 1,4%, mais de 3,7%. En 2003, idem. En 2004, il n'était pas de 1,2%, mais de 5,3%. L'appareil statistique sur le recensement des dépenses, les hypothèses de croissance, le calcul de la dette, les reportings de la Grèce à Eurostat (office européen des statistiques), toutes les données étaient fausses. Dans ces proportions-là, du jamais-vu.

Au sein de la Banque centrale européenne (BCE), l'exaspération est à son comble. « Tout le monde était très agacé. On a eu le sentiment de s'être faits avoir », se souvient l'une des membres du comité de politique monétaire de l'institution. Les relations entre la BCE et la déléguée grecque étaient déjà « épineuses », se souvient-elle. « La manière de faire les présentations de comptes n'était pas toujours très soignée. Cela ne donnait pas une impression de sérieux. »

Au Comité économique et financier, c'est aussi la douche froide : la Grèce a menti. Plus ou moins légalement, afin d'arranger ses comptes et d'entrer en douceur dans la zone euro. Poliment, on la regarde soudain d'un autre oeil : comme un passager clandestin de l'Union monétaire. Au comité, les représentants de l'Etat grec font profil bas. Evasifs, ils font porter la faute sur le gouvernement socialiste, promettent des clarifications.

Une fois de plus, une fracture se dessine entre le Sud et le Nord : « La solidarité latine contre la rigueur germanique, avec les Français et les Belges comme arbitres », résume Jean-Pierre Jouyet, alors directeur français du Trésor. Jürgen Stark, à l'époque sous-gouverneur de la Banque centrale allemande, demande une surveillance renforcée de ces Etats entrés sur le tard dans l'Union européenne (UE), affublés du surnom peu sympathique de « pays du club Med ». L'Italie, l'Espagne, le Portugal craignent de se voir assimilés à l'accusé :

Il y a eu une complicité entre M. Caramanlis et M. Barroso »

Iannos Papantoniou ancien ministre socialiste des finances

« On ne savait pas si c'était la fin ou le début de l'histoire. On avait peur de la contagion », indique un participant. « Quant à moi, dit M. Jouyet, ma position était légaliste : "La Grèce a triché, il faut la sanctionner." »

Mais la Grèce n'est pas sanctionnée. C'est comme ça : l'Union européenne met en garde, distribue des cartons jaunes, mais ne sévit pas. Jamais. Pourquoi ? « Parce que les Européens, ce sont les Tontons flingueurs », plaisante M. Jouyet, désormais président de l'Autorité des marchés financiers (AMF). Comme dans le film de Georges Lautner, précise-t-il, tout le monde tient par la barbichette, craint d'être éparpillé façon puzzle et fait la paix dans la cuisine autour d'un alcool à la pomme. Si les Etats membres sont indignés par les tricheries à grande échelle de la Grèce, aucun n'a intérêt, pour des raisons différentes, à crier haro sur ce pays. Chacun a plus à y perdre qu'à y gagner. Conclusion : les Tontons flingueurs n'ont pas flingué.

L'affaire grecque de 2004 survient dans un contexte politique où l'euro (mis en place le 1^{er} janvier 2002) en est à ses balbutiements, où les gardiens du temple sont peu regardants. Après le 11 septembre 2001, les économies patinent. La monnaie unique est faible.



La Grèce au bal des hypocrites

En 2004, les Etats de la zone euro ont appris les maquillages de la Grèce pour minorer ses déficits. Ils n'ont rien fait, et pour cause : eux-mêmes avaient leurs petits arrangements comptables

Rares sont les Etats de l'eurozone qui n'ont rien à se reprocher : les Irlandais ont trop d'inflation, une croissance en surchauffe. Ils ne respectent pas la « ligne de conduite économique » de l'UE ; les Allemands, les Français et les Italiens font exploser leurs déficits et, avec eux, les règles du pacte de stabilité. Personne n'est puni. Giovanni Ravasio, à la Commission, met en garde M. Jouyet. « Il m'a dit : "Jean-Pierre, si le Conseil laisse passer l'Irlande sans rien dire pour non-respect de la politique économique, vous pouvez dire au revoir à la discipline européenne." »

Par ailleurs, chacun a ses petites tricheries légales, ses zones grises de comptabilité, ses tours de passe-passe comptables. La France a bénéficié d'un versement exceptionnel de France Télécom, lors du changement de statut de l'opérateur. L'Allema-

gne a fait de même avec les recettes des licences pour l'exploitation de la norme de téléphonie mobile UMTS, et joue sur la séparation des budgets de l'Etat fédéral et des Länder.

Dans cet exercice, pour profiter des ambiguïtés du langage comptable et pratiquer la débudgétisation, l'Italie reste la grande championne. Avec l'accord de Bruxelles, elle multiplie les opérations de titrisation de ses dettes : revendues au marché sous la forme de titres financiers, ses créances disparaissent de son déficit. « C'était conforme. Mais quand l'Italie faisait ça, on rigolait bien, se souvient René Defosse, opérateur sur les marchés. On se disait : "Ils sont encore en train de tripotiller leurs comptes !" »

Les banques les plus prestigieuses sont mandatées pour « aider » certains Etats à présenter les comptes publics sous un meilleur jour. Au service de la Grèce, Goldman Sachs permet au pays de « gommer » l'équivalent d'un milliard d'euros de dette publique en 2001. Et la banque JP Morgan, explique un banquier, « faisait pareil avec l'Italie ».

En 2005, le magazine *Euromoney* va jusqu'à évoquer « l'Enronisation » des comptes publics européens – du nom de cette entreprise américaine, Enron, au cœur de l'un des plus grands scandales financiers de Wall Street. « La créativité comptable n'est pas le monopole des entreprises privées », ironise l'économiste Jean-Paul Fitoussi.

Dans ce contexte d'hypocrisie généralisée, la Grèce peut-elle être accusée de ce que certains qualifiaient de « mensonge d'Etat » ? « Tous ceux qui disent que [le gouvernement socialiste] a falsifié les chiffres mentent », défend Iannos Papantoniou, ministre socialiste des finances de 1994 à 2001. Il dit sans détour ce que formule

plus poliment l'actuel premier ministre socialiste, Georges Papandréou.

Selon les protagonistes grecs, les variations de l'affichage des déficits grecs ne sont pas le produit d'un « mensonge » voué à rester dans les clous exigés par l'Europe, mais d'un changement de règle comptable pour plomber le budget du gouvernement précédent. En 2004, ce changement de règle a joué sur l'affectation du budget de la défense, important en raison du conflit latent avec la Turquie : les conservateurs ont pris en compte la date de la commande des armes plutôt que celle de leur livraison.

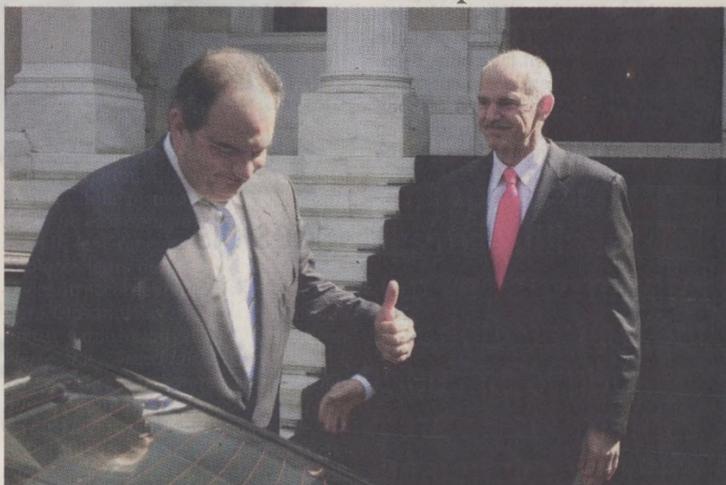
« La Commission européenne recommandait pourtant notre méthode comptable », s'indigne l'ancien ministre socialiste, M. Papantoniou. Qui accuse : « Je pense qu'il y a eu une complicité entre M. Caramanlis et M. Barroso [président de la Commission et ami politique des conservateurs]. La Commission a accepté un changement des règles de comptabilité contraires aux usages pour aider les conservateurs. Elle a encouragé l'amalgame, et c'est une grave erreur. »

Yannis Stournaras, conseiller économique du gouvernement grec de 1994 à 2000, renchérit : « Il ne s'agit pas de falsification, mais seulement d'une mauvaise gestion de la situation par le gouvernement inexpérimenté des conservateurs, qui voulaient se débarrasser du fardeau des dépenses militaires, en les attribuant au passé. » Il ajoute : « Ils ne savaient pas que ce changement provoquerait un tel scandale au sein de la zone euro. »

Atort ou à raison, cet épisode de 2004 marque un tournant pour la Grèce : dès lors, sa crédibilité est entamée. Le pays deviendra un objet de défiance pour les investisseurs et la cible des spéculateurs. Mais qui est le plus coupable ? La Grèce, qui a triché ses chiffres, où l'UE, qui n'a rien vu et n'a puni personne ? Comme le remarque Didier Reynders, ministre des finances belge et ancien président de l'Eurogroupe, « la crédibilité est ébranlée à plusieurs niveaux : tant à celui du gouvernement grec qu'à celui de l'UE et de la zone euro qui n'ont pas vérifié les chiffres ». Un haut diplomate français renchérit : « La Commission européenne doit jouer un rôle de gardien et d'alerte. Barroso n'a pas été aussi vigilant qu'il aurait dû l'être. »

C'est le péché originel de l'UE et de la zone euro : un système de confiance mutuelle, sans garde-fou, sans instances de surveillance, sans l'autorité d'arbitre dont bénéficie le Fonds monétaire international (FMI) pour remettre au carré la comptabilité des pays.

Mais les Européens accepteraient-ils de se doter d'une telle instance qui vienne se mêler de leurs affaires statistiques ? L'interventionnisme n'est pas tout à fait du goût de cette vieille maison, l'Union européenne, où l'on aime tant les petits arrangements entre amis. ■



Passation de pouvoir entre Georges Papandréou (à droite), l'actuel premier ministre, et Costas Caramanlis, le 6 octobre 2009. EPA/PANTELIS SAITAS